

Moureaux - Hedebouw : la

Comment sortir de la crise ? C'est par où la gauche ? Pour *Ensemble !*, Philippe Moureaux (PS) et à Raoul Hedebouw (PTB) croisent leurs analyses.

Entretien : Carlos Crespo et Arnaud Lismond (CSCE)

ENSEMBLE : D'où vient la crise et comment en sortir ?

PHILIPPE MOUREAUX : Il s'agit à la fois d'une crise cyclique du capitalisme assez classique et néanmoins nouvelle, car elle se produit dans un contexte historique qui a profondément changé.

RAOUL HEDEBOUW : C'est une crise de surproduction du capitalisme qui a commencé en 1973, qui a été un temps postposée par une généralisation du crédit, et cette bulle financière-là explose aujourd'hui. Avec comme spécificité de l'époque que l'économie s'est beaucoup plus mondialisée que dans les grandes crises précédentes et qu'il y a eu une certaine réaction internationale pour l'endiguer, c'est-à-dire une injection massive de liquidités pour sauver le système bancaire. Mais est-ce que cela suffira ? Pour nous la réponse est non. On n'a encore rien résolu du tout. Les ingrédients pour l'approfondissement de la crise sont toujours présents. Rien de fondamental n'a été mis en place, si ce n'est la destruction de moyens de production, comme on le voit dans beaucoup de pays européens, ce qui n'est pas la solution.

À partir des années trente, de Roosevelt et de Keynes, les gouvernements ont lancé des politiques de relance et de stimulation de la demande pour surmonter les crises. Mais aujourd'hui, ce sont des politiques économiques monétaristes restrictives qui sont déployées au sein de l'UE. Quid de la sortie de crise ?

PH.M. : Plutôt qu'une crise de surproduction, je crois qu'il s'agit d'une crise de concurrence du capitalisme. Aujourd'hui, au niveau européen, le courant dominant parmi les dirigeants capitalistes estime qu'il n'y a plus rien devant eux, que la classe ouvrière est affaiblie, l'Union soviétique n'existe plus... Et dès lors ils croient pouvoir tout faire, ce qui n'était pas le cas auparavant. C'est pour cela qu'ils se lancent dans des politiques

monétaristes. En outre, si en 1850 Marx estimait que l'aristocratie financière était nationale, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Elle est devenue largement internationale, elle a dès lors une vision beaucoup plus cynique par rapport à ce que nous représentons chacun dans nos petites régions européennes.

R.H. : C'est surtout après la Seconde Guerre mondiale que les politiques keynésiennes ont été mises en appli-

cation. *In fine*, la solution pour certaines bourgeoisies européennes à la crise des années 30, cela a été l'économie de guerre et la guerre elle-même. Par ailleurs, j'ai une perception un peu différente de la structuration du capital, qui reste selon nous organisé par grands blocs économiques : UE, États-Unis, Chine, Inde...

Que pensez-vous de l'UE ? Est-elle réformable dans un sens social à

« Nous croyons très fort aux mouvements sociaux pour changer l'Europe. » (R. Hedebouw)



Philippe Moureaux, 74 ans, sénateur PS, ministre d'État, bourgmestre de Molenbeek de 1992 à 2012. Il a annoncé qu'il se retirerait de la vie politique active au terme de son mandat actuel.

Raoul Hedebouw, 36 ans, porte-parole du PTB. Conseiller communal de Liège depuis 2012. Le 25 mai, il sera tête de liste PTB-Go ! à la Chambre dans l'arrondissement de Liège.



l'intérieur de ses structures actuelles ?

R.H. : Le PTB n'est pas anti-européen, nous ne sommes pas favorables au retrait de l'UE. Nous pensons qu'il faut construire un rapport de forces européen. La mise en concurrence et le libéralisme économique font selon nous partie de l'identité européenne depuis le Traité de Rome. Toutes les tentatives pour la réformer de l'intérieur avortent, parce que l'on est complètement enfermés dans les règles de base de l'UE. Nous croyons très fort dans les mouvements sociaux extra-parlementaires pour pouvoir changer l'Europe qualitativement.

PH.M. : Je pense que c'est certainement à l'actif du PTB de ne pas faire de l'hyper-démagogie sur l'UE. Mais j'ai une vision plus historique et marxiste de l'évolution des choses. Je pense qu'il y a un certain déterminisme.

Depuis le Moyen-Âge, on est parti des féodalités diverses vers les États-nations. Aujourd'hui, on est dans les débuts d'une construction plus large. C'est donc assez tristement logique que la construction européenne soit au départ une construction libérale, qui est à ce moment-là le système économique dominant, tenant beaucoup plus compte du marché que

crise, l'Europe, les élections

des citoyens et qu'elle décale partiellement la démocratie représentative du pouvoir européen, qui est essentiellement aujourd'hui un pouvoir technocratique. Comment cela va-t-il évoluer ? Je suis historien, pas prophète. Mais je suis convaincu qu'on va connaître de grands soubresauts dans les décennies qui viennent. Est-ce que ça se fera par un repli assez long sur les valeurs de droite, ce n'est pas impossible ? Ou est-ce qu'il y aura des soubresauts qui vont contraindre l'UE à se démocratiser ? Je ne le sais pas. Mais je sais que je dois essayer avec mes petits moyens, de personne qui réfléchit, qui donne son avis, que ce soit plutôt la seconde hypothèse qui l'emporte.

R.H. : La gauche a quand même une responsabilité en la matière.

PH.M. : Les forces politiques jouent là-dedans. Il n'y a pas de déterminisme absolu, la gauche d'une façon générale a été très timide dans ce domaine. Mais quand je lis le PTB, il est à peine moins timide, il est tout à fait dans le courant social-démocrate, avec un peu de vernis.

R.H. : Un vernis bien rouge !

M. Moureaux, estimez-vous avoir contribué à cette démocratisation de l'UE évoquée en ratifiant le Traité de Lisbonne (ex-projet de Constitution européenne) ou tout récemment le « Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) » ?

PH.M. : Je n'ai pas voté le TSCG, ce que vous ne savez peut-être pas.

En effet. Vous ne l'avez peut-être pas fait savoir très haut...

PH.M. : Non, j'étais un peu honteux de ne pas le voter. Je n'ai pas été à la séance pour ne pas provoquer à l'égard de mes camarades (NDLR : sénateurs socialistes) une sorte de frustration, parce que je sais que beaucoup d'entre eux avaient envie de faire comme moi. Mais je n'étais pas très fier non plus parce qu'au point où on en était, ce vote n'avait plus grand sens. C'était quasi une obligation, sinon à vouloir pire. On a été pris dans un étau. Ne pas voter ici, en Belgique, dans ce petit pays, c'est un cri de colère, rien de plus. J'ai jeté un cri, mais assourdi... je vous ai ex-



pliqué pourquoi. Je n'avais pas envie de le voter, car je suis tellement en opposition avec ça. Mais je me rendais compte que ne pas le voter ne changeait rien, sinon sur le plan de l'affichage. L'affichage peut être important, je ne le nie pas. Je crois que c'est un débat très hypocrite. L'exemple le plus parfait de cette hypocrisie, ce sont les écolos : ils ne le votent pas au Parlement fédéral, ils hurlent...

campagne, mais à mon avis c'est un débat hypocrite.

Cependant, ne pas ratifier le TSCG ne signifie nullement quitter l'UE. Par exemple, le Royaume-Uni n'en est pas signataire et reste membre.

PH.M. : Le Royaume-Uni n'est pas mon modèle. M. Cameron n'est pas

« Le jour où Laurette Onkelinx ne sera plus au gouvernement, les masses populaires vont souffrir. » (Ph. Moureaux)

Et puis, dans les parlements régionaux, ils finissent par passer sous les fourches caudines. Je crois que leur attitude est un peu l'illustration de ce que je viens de dire, sans vouloir les crucifier. Ils sentent bien à la fois que ce n'est pas la direction que nous souhaitons, mais qu'en même temps, au moment où on nous met devant le vote, on est déjà dans un processus tellement fort, où sauf à dire que la Belgique se retire de l'Europe, ce qui ne me paraît pas raisonnable, c'est devenu un vote purement formel. C'est un débat sur lequel on va faire

une inspiration pour moi, et ses raisons ne sont pas celles que je partage. Concernant le projet de Constitution européenne, vous aviez ouvertement défendu son vote en 2007.

PH.M. : Oui, parce que je ne voyais pas d'autre solution. Vous savez, si j'avais vingt ans, je serais sans doute au PTB. À l'époque, j'étais pro-communiste, même si je n'ai jamais été membre du Parti, mais j'étais radical. Qu'est-ce qui m'a fait changer ? Idéologiquement, je n'ai pas changé. J'ai toujours les mêmes convictions, mais je me suis rendu compte qu'entre ↗



LEUR AVIS SUR...

Geórgios Papandréou, ancien Premier ministre grec socialiste ?

PH.M. : Je trouve qu'il avait bien commencé, mais qu'après il a été laminé.

R.H. : 3 sur 10 : c'est l'exemple même de la façon dont la *realpolitik* peut amener à construire un bulldozer antisocial.

Lénine ?

PH.M. : Un politique génial qui a sans doute commis des erreurs, notamment celle de croire qu'il pouvait construire une société nouvelle sur un pays aussi archaïque que la Russie.

R.H. : Un moment fondateur dans l'équilibre mondial du XX^e siècle. Un point important.

La marche du 11 mai « contre les chasses aux chômeurs et pour le changement de politiques » ? (Voir dossier pages 10 à 20).

R.H. : 9 sur 10, mais je crois que le problème est surtout de regagner une partie de l'opinion publique à défendre les travailleurs sans emploi. Je pense que c'est l'enjeu de ce type de manifestation, il faut qu'on élargisse le mouvement, et en particulier chez les travailleurs qui ont un emploi.

PH.M. : Je trouve le slogan sympathique. Je ne connais pas les initiateurs, et je n'irai dès lors pas plus loin, mais je pense qu'une des grandes réussites de la droite, c'est la référence de Sarkozy aux « gens qui se lèvent tôt » pour opposer les déclassés, qui deviennent de plus en plus nombreux, à ceux qui ont encore un travail. Si on pouvait limiter la taille de ce fossé, on ferait œuvre fort utile pour l'avenir de la gauche.

⇒ avoir des convictions qui sont intellectuellement très bonnes et la réalité des gens que je veux défendre, il y a parfois un fossé. Ce que j'ai toujours essayé de faire, c'est de garder mes convictions idéologiques tout en me posant toujours la question : « Le pas que je fais aide-t-il les masses populaires ou pas ? » C'est toujours en fonction de ça que je me positionne. C'est pour cela que je défends le PS malgré ses imperfections, parce que je crois que pour les masses populaires, il reste, ici et maintenant, la force qui les protège, insuffisamment à mon sens, mais nettement le mieux. Et par rapport à l'Europe, c'est le même raisonnement qui m'a poussé à agir comme je viens de vous le dire.

R.H. : Je pense que c'est là-dessus qu'on va diverger. Pour moi, le bilan est plutôt qu'on va vers une régression sociale et que ce qui est voté

« Le PTB n'exclut pas a priori une participation à un gouvernement. »

(R. Hedebouw)

pour l'instant, au nom de ce moindre mal et ce réalisme, nous lie complètement les poings. Aujourd'hui on régresse et la tactique que tu prônes arrive à ses limites.

En outre, aujourd'hui beaucoup de tes collègues sont dans la conviction que c'est la bonne décision, que le fait européen tel qu'il fonctionne maintenant est le bon. J'ai discuté avec pas mal de députés PS, et en partie Écolo, qui sont convaincus que c'est une bonne chose de voter le TSCG, parce qu'il permet l'aide internationale, etc. C'est quand même très inquiétant d'un point de vue idéologique. Alors, que ceux qui ne sont pas de cet avis-là ne se présentent pas à la séance au Parlement, car c'est ça, ce que tu dis... C'est un problème. Le pire, c'est peut-être que le débat sur le TSCG, on ne l'a même pas eu en Belgique.

PH.M. : Je suis d'accord avec toi, on

que fait notre vice-Première, Laurette Onkelinx, je peux vous dire que, pour l'essentiel, ce travail se fait toujours pour la protection des plus faibles. Le jour où elle ne sera plus là, mais où Raoul pourra faire des grands discours à la Chambre – ce dont je serai très heureux – et que nous aurons Reynders et De Wever comme dirigeants, ceux qui vont souffrir, ce n'est pas Raoul, ce n'est pas moi : ce sont les masses populaires.

R.H. : Je conteste l'hypothèse que la montée du PTB serait nécessairement un affaiblissement du PS. J'ai lu ton hypothèse que trois élus PTB en coûteraient six au PS, je ne sais par quelle clé D'Hondt tu arrives à ces conclusions. Pour le moment, les chiffres électoraux montrent exactement le contraire. Aux dernières communales, à Liège, on prend 7,5 % et le PS augmente. À Herstal, 14 %,

« Le PTB est devenu un élément important, mais qui peut avoir des effets pervers. » (Ph. Moureaux)

est en manque de débats en Belgique. Et sur le fait qu'une partie des gens de gauche sont séduits par ce modèle. Le président français, qui vient de rallier le Medef, en est le plus bel exemple.

Quel bilan tirez-vous de l'action du gouvernement Di Rupo I^{er}, en particulier sur le plan social et des réformes du chômage ?

PH.M. : Quand on parle du bilan du gouvernement, je ne trouve pas très correct de votre part de vouloir le centrer sur les réformes du chômage. Il y a deux points tristes pour quelqu'un de gauche, pour ne pas dire que je regrette profondément : la politique de l'immigration et la politique de chômage. Pour le reste, quand je vois le travail accompli... D'abord, stabiliser la Belgique, qui était quasi aux mains de la N-VA, qui le sera peut-être grâce au PTB dans quelques mois, c'est déjà une chose. En outre, le PS, au cas où vous ne l'auriez pas remarqué, représente au maximum un quart du gouvernement. Il a fallu faire cette coalition pour les raisons que vous savez. Je suis pas à pas le travail

et le PS augmente... Pour l'heure, la thèse selon laquelle le secteur électoral de gauche est limité est fausse.

PH.M. : À Molenbeek, par exemple, si le PTB avait accepté de présenter un candidat sur ma liste, plutôt que de présenter la sienne, nous aurions eu un à deux élus de plus, et la coalition de droite aurait été impossible.

R.H. : Bien d'autres exemples montrent l'inverse. À Mons, le PTB prend et le PS ne perd pas... Moi, je crois très fort à un renforcement du PTB avec un ou deux députés, et le PS qui ne perdra pas forcément. Ou bien s'il perd, c'est sur d'autres paramètres. Par ailleurs, la réforme du chômage n'est pas une question anodine. Le basculement d'un système d'assurance vers un système d'assistance n'est pas qu'un point idéologique, mais cela porte sur le fondement même de la construction de la solidarité. C'est une digue et pratique et idéologique qui est rompue. Ce qui me pose problème, c'est l'absence de mobilisation sur le sujet. Quand Élio va raconter qu'un de ses grands mérites est d'avoir assuré la paix

sociale, je trouve cela pire que le vote des mesures elles-mêmes, car on est là dans une démobilitation de la gauche. Alors que l'histoire sociale de notre pays s'est construite par la mobilisation des travailleurs, dire « il n'y pas d'alternative » désarme le mouvement social.

Partagez-vous l'opinion de M. Moureaux sur le bilan du gouvernement Di Rupo ?

R.H. : La question des réformes du chômage est très importante, tant la dégressivité que les exclusions. Les restrictions en matière de prépensions sont un autre recul, alors que l'opinion publique restait favorable au système, qui permettait à des jeunes de prendre du boulot. Quant à la réforme bancaire, elle n'est vraiment pas à la hauteur...

Si vous estimez que le PS défend insuffisamment les classes populaires dans les gouvernements, quelle force politique pourrait le faire mieux ?

R.H. : Le PTB n'exclut pas a priori une participation à un gouvernement. À Borgerhout (Anvers), le PTB a pris ses responsabilités dans une majorité avec le SPA et Groen, pour faire barrage à la N-VA. Il y a eu des fronts populaires dans l'histoire du mouvement ouvrier européen...

PH.M. : Je serai assez d'accord sur un point, c'est que dans la mesure où le PS, à juste titre, défend son bilan, il finit par défendre une philosophie qui n'est pas la sienne. Sur les pensions et les prépensions, je ne suis pas tout à fait d'accord, car je crois que l'Europe vit en partie au-dessus de ses moyens...

M. Moureaux vous avez récemment indiqué que le PTB « n'est plus simplement un élément de paysage, mais un élément incontournable. » Que vouliez-vous dire ?

PH.M. : Je pense d'abord que sur le plan des idées, il est devenu un élément important, que je trouve positif. Sur le plan politique, en raison du trouble qui existe et que l'on peut comprendre dans les classes sociales exploitées et en partie chez les intel-



lectuels, il est également devenu un élément important ; un élément qui peut obliger tout ce qui est à gauche à reprendre un peu de couleur, mais qui peut aussi avoir des effets pervers, que je ne me permets pas d'ignorer.

L'élection probable de députés du PTB en mai pourrait-elle changer la donne politique en Belgique ?

R.H. : Il faut être réaliste : l'enjeu aujourd'hui c'est de pouvoir retrouver en Belgique deux ou trois députés au Parlement pour ouvrir des débats qui n'y existent plus. Je ne crois pas à un changement de centre de gravité politique par le PTB le 25 mai. Il y a un enjeu sur Liège, éventuellement à partir du Hainaut et à Anvers. L'enjeu est de voir dans le Parlement l'expression de points de vue à la gauche de la gauche que les mouvements syndicaux ou associatifs voudraient voir relayés et qui aujourd'hui ne le sont plus. Pour ce qui est de la Flandre, le premier enjeu est qu'il y ait tout simplement une gauche qui ait une voix et puisse s'exprimer. Il y a là une question de survie de la gauche et je crois que nous avons une responsabilité en la matière avec nos 8 % à Anvers.

M. Moureaux, vous avez également indiqué : « Le PTB nous pique notre programme. » Qu'entendez-vous par là ?

PH.M. : Dans certains cas, il est assez amusant d'entendre le PTB annoncer qu'il avait à son programme des choses neuves... qui se trouvaient déjà depuis deux élections dans le programme du PS. Mais c'est assez logique, car malgré tout, avec des tonalités différentes, on est tous les deux de gauche, et il est normal qu'il y ait des aspects qui se recourent. Mais étant donné qu'ils sont – en termes d'émergence et pas d'existence – assez nouveaux, ils essaient souvent de présenter des idées anciennes comme neuves.

R.H. : Il peut y avoir beaucoup de choses dans les programmes sans qu'elles soient mises en application. Comme l'impôt sur la fortune. En 1993, vous lanciez déjà un appel à ce sujet, sans aucune application depuis.

PH.M. : Nous n'en avons jamais eu la force politique, et vous espérez nous la diminuer.

R.H. : Pourtant, 80 % de l'opinion publique serait favorable à l'impôt sur la fortune.

PH.M. : Malheureusement, dans ces 80 %, beaucoup votent à droite... □

*Moureaux :
« Le TSCG ?
J'ai jeté un cri,
mais assourdi... »*

REPORTERS

A. Gramsci (1891 – 1937) :

« La crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître : pendant cet interrègne on observe les phénomènes morbides les plus variés. »